

**Entre *keffieh*¹ et *menorah*² :
Suspicion, interrogatoires et autres tracasseries d'un terrain « sensible ».**

**Eléonore Merza (IIAC-LAIOS / De-Colonizer)
Février 2015**

- Vous êtes Eléonore Merza ?
 - Qui êtes-vous?
 - Ici, le service fonctionnaires, sécurité et défense du CNRS (...) vous allez effectuer une mission en Israël à la fin du mois, nous voudrions avoir un certain nombre de renseignements. Vous travaillez sur une zone à fort potentiel de menaces, et nous veillons à la sécurité des personnels qui doivent y effectuer des missions (...)
- Il est écrit que vous allez rencontrer des députés de la Knesset et étudier les célébrations du soixantième anniversaire de l'État d'Israël, nous avons besoin de connaître les intermédiaires par lesquels vous êtes passés, comment vous avez obtenu leurs coordonnées et quelle est la nature des relations que vous entretenez avec les personnes que vous allez rencontrer.

Quinze jours avant mon départ pour mon troisième terrain de recherche en Israël, en 2008, une personne que je ne connais pas est en train de me soumettre à un véritable interrogatoire. Au téléphone, un lundi, à huit heures du matin.

Je reste incrédule devant ces informations que je connais trop bien puisqu'il s'agit de mon travail de recherche. C'est notamment en écrivant ces renseignements que je viens d'obtenir une bourse d'aide à mobilité pour repartir sur le terrain.

« Quelle est la nature des relations que vous entretenez avec les personnes que vous allez rencontrer? » est en fait une question essentielle pour le chercheur et qui mériterait d'être plus débattue dans nos formations. C'est d'ailleurs ce que je ferais à mon retour. Interroger les relations de l'observant et de l'observé sur le terrain, tout au long de ma thèse mais aussi dans un séminaire de méthodologie que j'allais co-animer pendant trois

¹ (*Kūfiyā* en arabe) est une coiffe en coton, traditionnellement elle était portée par les paysans et les Bédouins, pour se protéger du soleil et des tempêtes de sable. Si le *keffieh* permettait, au départ, de distinguer citadins et ruraux, il devient un emblème palestinien dès le soulèvement mené par Aziz-al-Din al-Qassam, à partir de 1936, contre la présence britannique. Il est surtout popularisé par Yasser Arafat dans les années soixante et reste, actuellement encore, un fort symbole des militants palestiniens et pro-palestiniens.

² Chandelier à sept branches des Hébreux (-*mé*- : préfixe indiquant la provenance, la racine, -*norah*- / -*nor*- : la flamme), marqueur très fort du judaïsme.

ans. À ce stade de la conversation je ne sais toujours pas quel est le but précis de ce coup de téléphone étrange et matinal.

Vous connaissez monsieur R ? Nous savons que vous vous êtes rencontrés l'an dernier au Centre de Recherche Français de Jérusalem, vous travaillez tous deux sur la Galilée. Il est en France actuellement mais il prévoit de se rendre en Israël aux mêmes dates que vous, allez vous prendre le même avion que lui?

Après quelques minutes de silence et d'incompréhension, je me décide enfin à demander à mon interlocuteur quelle est la nature de cet entretien. J'apprends qu'il s'agit d'une procédure « classique » pour les agents qui effectuent des missions pour le CNRS dans des zones « à risque ». Je sais bien que l'espace israélo-palestinien est une zone « sensible », j'y ai expérimenté la tension, la peur, la violence et plusieurs attaques. Je suis par contre surprise par la manière dont se déroule cet entretien qui n'est pas sans me rappeler les interrogatoires auxquels j'ai droit, à peine le sol du territoire israélien foulé, ou devrais-je dire avant cela encore, à l'arrivée à l'aéroport David Ben-Gourion de Tel Aviv. Ces interrogatoires, qui ont pu doubler mon temps de trajet entre Paris et Tel Aviv, sont monnaie courante et j'ai fini par m'habituer aux techniques d'intimidation et aux longues heures passées devant des personnels de la sécurité israélienne qui défilent devant moi. De l'adolescente affublée d'un *uzi* (pistolet mitrailleur israélien) et qui tamponne les passeports des étrangers avec suspicion, à son supérieur qui supervise l'ensemble des adolescentes à *uzi*, en passant par une myriade d'employés aux statuts inconnus, jusqu'au chef de la sécurité de l'aéroport lui-même: tous vont se succéder pour poser les mêmes questions, encore, toujours. Empruntant à l'occasion les chemins du racisme et de l'humiliation, il faut pousser le visiteur que l'on considère suspect à se contredire ou à s'emporter. Difficile, en apparence, de se contredire sur son nom de famille ou son lieu de naissance, et pourtant:

- Comment vous appelez vous ? - Eléonore Merza
- Merza ?
- Oui
- C'est arabe?
- Non
- Quel est le prénom de votre père ?
- Pchemaff Farouk [l'évocation de ce simple nom qui « sonne arabe » est généralement le point de départ d'un interrogatoire poussé]
- Farouk? Farouk, ça a l'air arabe ça.
- Non, c'est musulman, pas arabe (...)
- Donc c'est arabe, dirigez vous par là !

La phrase que je lis sur l'immense panneau que j'entraperçois à travers l'une des baies vitrées de l'aéroport me laisse songeuse: « *Bienvenue en Israël* ».

Un agent vient me chercher au guichet où j'attends mon passeport confisqué. Il m'ordonne de le suivre, il ne m'adressera plus un mot, nous traversons l'aéroport au pas de course. Il ne faudrait pas que je me perde avant d'arriver dans le bon bureau. Je sais, dès lors, qu'on va m'interroger puis me faire patienter, parfois trente minutes, parfois plusieurs heures, avec toujours en tête l'hypothèse que la sécurité israélienne puisse m'interdire l'accès au territoire. J'ai essayé tous les registres. L'indifférence, en arrivant nonchalamment un livre à la main, un café dans l'autre, feignant la surprise d'être interrogée. L'humour, en rappelant qu'étant donné le nombre de fois où la sécurité m'avait interrogée, ils devaient avoir un dossier suffisamment fourni pour m'éviter les mêmes questions. J'avais oublié que l'interculturel n'est pas toujours soluble dans l'humour, pour reprendre la formulation du linguiste Alain Cazade. J'ai aussi essayé la confrontation, la colère, l'incompréhension. En vain.

Je ne parlais pas hébreu, c'était suspicieux. J'ai appris l'hébreu, c'est devenu suspicieux. Mon frère, venu me rendre visite lors d'un de mes terrains, avait été arrêté près de quatre heures parce qu'il « parlait trop bien anglais pour un français ». Suspicion, quand tu nous tiens. « Vous êtes sûr que vous ne possédez pas d'autre passeport? Un passeport libanais par exemple? », suivi d'un « vous travaillez pour le Liban? ». Quand il leur demandait pourquoi le Liban, la jeune employée qui l'interrogeait lui avait répondu « parce que vous ressemblez à un arabe et que vous parlez anglais avec un accent américain ».

Lorsque plus tard, je repassais la frontière avec cette fois un ordre de mission du CNRS en bonne et due forme, un militaire à qui je tendais le document m'avait répondu: « *c'est en français, ça ne prouve rien et puis c'est peut être votre mère qui l'a rédigé* ».

Il est plutôt déstabilisant d'être constamment considérée comme un potentiel danger, traitée au mieux avec suspicion. La fois suivante, j'ai fait traduire l'ordre de mission en hébreu. Il manquait une apostille prouvant que la traduction en hébreu avait été effectuée par un traducteur assermenté et qu'elle reflétait donc avec véracité le texte original.

Seule, une caméra dans un coin en hauteur de la pièce, j'attends. Attendre le ballet des agents de sécurité, attendre celui qui se présente comme le chef de la sécurité et se rendre compte, quelques dizaines de minutes plus tard, que cet aéroport est décidément doté d'une hiérarchie impressionnante puisqu'un chef en chasse un autre. J'ai beaucoup lu dans la « salle d'attente », j'y ai même écrit une partie de ce texte.

Et toujours les mêmes questions : « *Quel est votre nom ? Quel est le prénom de votre père ? ça sonne arabe ça... Où est il né... En Syrie ? Intéressant... attendez là* »

Il serait parfaitement inutile de mentir aux renseignements généraux israéliens, sans doute parmi les plus performants et les mieux « renseignés » du monde.

- Avez-vous des contacts avec votre père ?
- Est-ce que vous voyez toujours votre père ? - Voyez-vous votre père régulièrement?
- Avez-vous rompu les relations avec votre père ?

- Comment votre père accepte-t'il le fait que vous veniez en Israël ?
- Comment, quand et où vos parents se sont-ils rencontrés ?
- Quelles sont les relations entre votre père et votre mère ?
- Votre mère parle-t'elle encore avec votre père ?
- Et ils arrivent à vivre ensemble?

Toucher la fibre émotive relève d'une technique d'interrogatoire classique, mais qui peut (encore) dérouter une personne venue simplement *faire* du terrain. En général, nous choisissons nos terrains, nous décidons de travailler sur une zone, sur un groupe, sur une ville, sur des pratiques. Personne ne m'a forcée à travailler sur Israël. Les services de renseignements, qu'ils soient israéliens ou pas, le savent mieux que quiconque. Et effectivement, on ne vient pas en Israël par hasard et le personnel de l'aéroport Ben-Gourion est formé pour savoir quelles raisons poussent un individu à se rendre sur le territoire national.

- Avez-vous l'intention de vous rendre dans les territoires³ (occupés, ndlr) ou sur la bande de Gaza ?
- Non, je travaille sur deux villages de Galilée, je travaille sur une minorité d'Israël, pas de Cisjordanie (...)
- La Cisjordanie?
- Vous voulez dire les territoires? Qu'entendez-vous par Cisjordanie? La Judée Samarie⁴ appartient à Israël, nous sommes chez nous ici (...)
- (...)

Erreur de débutante. J'ai utilisé le vocabulaire du droit international. « Cisjordanie? »: suspicieux. La suite de notre « échange » va m'être riche d'enseignements:

- Pensez vous que la Judée Samarie appartient de plein droit à Israël ?
- (...)
- Que pensez-vous du conflit avec les Arabes ?
- Je ne travaille pas sur le conflit (...)
- Oui mais que pensez-vous du conflit avec les Arabes?
- Je ne pense rien du conflit (...)
- Tout le monde pense quelque chose du conflit
- (...)

³ Les Israéliens, à l'exception des militants, utilisent le terme *shtakhim* qui signifie littéralement « territoires », sans jamais mentionner l'adjectif « occupés ».

⁴ Appellation néo-sioniste de la Cisjordanie.

- Alors? Que pensez-vous de la guerre avec les Arabes?
- Je pense que c'est un sujet très complexe et que je n'ai pas assez de connaissances sur ce sujet (...)
- Avez-vous déjà perdu un proche dans un attentat ?
- Non
- Savez-vous ce que c'est de perdre votre enfant parce que le bus qu'il prenait pour aller à l'école a explosé?
- Non
- Avez-vous déjà perdu un frère à la guerre?
- (...)
- Vous comprenez que nous cherchons à garantir la sécurité de nos concitoyens ?
- (...)
- Nous luttons contre le terrorisme, vous comprenez?
- (...)
- Mais vous êtes de quel côté exactement ?

La question cruciale est lâchée : *De quel côté êtes-vous ?*

Israël : terre promise et droit naturel au retour pour les uns, entité coloniale et spoliatrice pour les autres. L'agent qui m'interroge n'a sans doute pas tort lorsqu'il déclare que tout le monde a un avis sur le « conflit israélo-palestinien »⁵. J'ai, évidemment, une opinion sur ce conflit. D'ailleurs, si je ne me sentais pas particulièrement concernée par ce conflit, je n'aurais effectivement pas choisi de travailler sur cette zone. Je crois juste parfaitement inutile de la confier à un agent de sécurité israélien, l'échange serait inégal.

Nous ne nous rencontrons pas dans un débat ou une réunion publique. Nous nous rencontrons dans une salle d'interrogatoire d'un aéroport où tout est fait pour marquer l'inégalité de nos statuts et sa domination absolue. À commencer par l'inscription de nos corps respectifs dans l'espace. Je suis debout, fatiguée par le trajet. Il est assis à son bureau, une tasse de café devant lui. Cela fait aussi partie des techniques classiques d'interrogatoire. C'est lui qui décidera du moment où je pourrai m'asseoir, en général assez rapidement. C'est lui qui va observer la moindre de mes réactions ou les traits de mon visage. C'est lui qui interrompra notre échange pour téléphoner à un collègue ou son supérieur. C'est lui enfin qui guettera un signe de nervosité ou de mon agacement.

Mais, lorsqu'il déclare que tout le monde a « quelque chose à dire » sur ce conflit, force est de constater qu'il a raison. D'abord parce qu'à la différence de nombreux conflits oubliés ou minorés, celui-ci est de très loin le plus médiatisé. Sa surexposition rend possible son appropriation par tous. Son omniprésence fait d'ailleurs croire à n'importe quel individu qu'il est « né » avec ce conflit, que cette guerre est sans fin, qu'il n'y a pas de

⁵ J'utilise dans ce texte l'expression « conflit israélo-palestinien » car il est « lisible » par tous mais j'utilise les guillemets car je désapprouve la rhétorique politique du « conflit israélo-palestinien » qui dresse une symétrie entre « Israéliens » et « Palestiniens » en ne prenant pas en compte les dynamiques de pouvoir et les mécanismes de l'occupation.

solution pour mettre les deux parties d'accord, que la situation dure depuis trop longtemps, qu'il mourra sans doute avant des accords de paix définitifs, que c'est très (trop) compliqué mais que paradoxalement, oui, il a quelque chose à en dire. À la différence d'autres terrains moins balisés, mentionner que l'on travaille sur l'espace israélo-palestinien fait immédiatement réagir. Il offre à son « travailleur » une reconnaissance symbolique très forte. Je me rappelle de ce photographe venu couvrir une offensive sur Gaza et qui me disait, avec une honnêteté déconcertante sa satisfaction à avoir « fait » Gaza (quatre jours). Ce conflit, enfin, cristallise tout un ensemble de débats passionnés, souvent accentués, il est vrai, par l'importation des conflits identitaires et communautaires, notamment en France qui abrite les communautés juive et musulmane les plus importantes d'Europe et qui, par les diverses prises de positions des instances représentatives communautaires, sont particulièrement sensibilisées aux remous proche-orientaux (Sieffert, 2009, p.5).

Mais « l'intérêt » français, cette « passion française » pour le « conflit israélo-palestinien » tient sans doute aussi à sa propre histoire nationale et à son propre passé. Il renvoie la France à son propre passé colonial. Il renvoie la France à son rapport traumatique et non digéré à la question algérienne, mais aussi et à son implication zélée dans la collaboration. Il renvoie la France à sa responsabilité active dans le génocide juif de la seconde guerre mondiale. Cet intérêt plus que de dire quelque chose sur ce conflit, dit beaucoup sur la France et sur les liens qu'elle entretient, qu'elle construit et déconstruit avec ces populations musulmanes (très majoritairement nord-africaines) et juives.. D'ailleurs on sait, par exemple, peu de choses sur la société israélienne en France. C'est le cas dans les milieux militants mais c'est aussi le cas dans la recherche. Peu de recherches, finalement, appréhendent Israël comme une société elle aussi traversée de rapports de dominations, de race, de classe et de genre.

L'interrogatoire se poursuit:

- « Vous êtes juive ?
- Je suis athée
- Oui, mais vous êtes d'origine juive?
- Oui
- Merza, ça ne fait pas très juif...
- (...)
- Merza ça fait arabe
- (...)
- Votre père est Arabe ?
- Non
- Ah... et comment se fait il qu'il s'appelle Farouk alors?
- (...)
- Dans quelle ville est-il né ?
- A Quneitra

- Quneitra?⁶ (...) Vous voulez dire en Syrie ?
- Oui
- S'il est Syrien, il est Arabe alors ?
- Non
- Il est musulman ?
- Il est Tcherkesse
- Mais il est musulman ?
- Non, il est athée
- Oui, mais d'origine ?
- D'origine oui
- Donc votre père est musulman
- (...)
- Et où est née votre mère ?
- À Paris
- Et ses parents ?
- En Algérie et en Alsace
- En Algérie ?
- Oui (...)
- Donc votre mère est musulmane elle aussi ?
- Non
- Elle est quoi ?
- Elle est athée elle aussi
- Oui mais d'origine ?
- Elle est juive
- Par lequel de ses parents ?
- Par sa mère
- Donc elle est juive!
- (...)
- Donc vous êtes juive aussi ?
- (...) Je suis athée.
- Vous êtes juive, oui ou non ? Votre mère est juive ? Votre grand-mère maternelle est juive ?
- Oui (...)
- Alors, vous êtes juive puisque ça se transmet par la mère.
- (...)
- Si vous êtes juive, vous devez être de notre côté alors... Puisque vous êtes juive...

⁶ Quneitra est une ville située sur les Plateaux du Golan, dans l'actuelle zone démilitarisée qui sépare *de facto* la Syrie d'Israël. Ville fantôme entièrement détruite par les bombardements israéliens avant le retrait du 6 juin 1974, Quneitra a été délibérément conservé en l'état par l'État syrien en témoignage de sa destruction. L'évocation et la symbolique de cette ville résonnent donc sensiblement tant en Israël qu'en Syrie.

- (...)
- Mais si votre père est musulman alors vous êtes musulmane aussi?
- (...)
- Vous êtes juive ou musulmane?
- Je suis athée
- (...) Oui mais si vous devez choisir?
- Aucun de mes parents ne m'a jamais demandé de choisir, je n'ai pas à choisir
- Mais moi, je vous le demande: si vous devez choisir (...) vous vous sentez plus juive ou musulmane?
- Je suis Française
- Et ?
- Alors je choisis les deux
- (...)

L'homme qui m'interroge est agacé. Je le vois. Il ne sait plus bien dans quelle catégorie me placer. Moi non plus.

Lorsqu'il arrive à l'aéroport David Ben-Gourion de Tel Aviv, le voyageur est prié de rejoindre les guichets de la douane, selon sa citoyenneté : les Israéliens d'un côté, les étrangers de l'autre. Cette procédure n'a, à première vue, rien d'exceptionnel et dans n'importe quel pays, les ressortissants du pays et les touristes sont distingués. Certains pays, comme la France par exemple, vont même plus loin puisqu'il existe une distinction claire dans la catégorie « étrangers » entre ressortissants européens et les autres qui sont dirigés vers des guichets distincts.

La spécificité israélienne tient, sans doute, dans la discrimination opérée au sein même de la catégorie nationale. En d'autres termes une carte nationale d'identité israélienne (*Teudat Zehut*) ne suffit pas à faire de son détenteur, un « bon » citoyen israélien, surtout s'il n'est pas Juif et surtout s'il possède un nom à consonance arabe. Les discriminations sont visibles au quotidien et cette affirmation ne fait plus grand débat, même en Israël. Mais, au-delà des vérifications d'usage ayant trait à la sécurité du pays, l'humiliation de certaines questions dépasse très largement le cadre des informations relatives à l'entrée sur le territoire d'un individu. L'espace israélo-palestinien est un espace en guerre, où il faut choisir son camp et rares sont les pratiques qui échappent à la prise de position.

Au départ de ce même aéroport, et quelle que soit la destination pour laquelle le voyageur va embarquer, des agents de sécurité, souvent très jeunes⁷, parfois habillés en civil, rejoignent les aspirants au départ dans la queue. Cette queue, dans un premier temps, est empruntée par tous. Rapidement, elle se scinde en deux et ne répond, cette fois, plus à la dichotomie « nationaux » / « extra nationaux » mais à la distinction entre Juifs et non Juifs

⁷ En général, il s'agit de jeunes israéliens effectuant leur service militaire, les hommes sont donc âgés de 18 à 21 ans tandis que les femmes ont entre 18 et 20 ans puisque le service obligatoire est d'une durée différente pour les deux sexes (trois ans pour les hommes, deux pour les femmes).

qui dépasse donc les catégories nationales. Sont également suspicieux et « par nature », les citoyens palestiniens en Israël⁸.

Ces jeunes hommes et femmes, commencent d'abord par s'intéresser à votre séjour en Israël: « *Vous avez aimé Israël ? Vous avez visité quelles villes ? Ah oui, la Galilée, c'est charmant!* ». Très rapidement, on vous demande si vous avez de la famille ou des amis en Israël, et enfin quand votre patronyme ne fait pas clairement état de votre judéité, si vous êtes de confession juive.

Cette question est très commune en Israël, à la moindre conversation, y compris dans un cadre amical, on s'interroge sur votre présence sur le territoire et on s'intéresse surtout... à votre judéité : « *Mais... tu es Juive ?* » demandent souvent les interlocuteurs de façon très naturelle. La suite de la conversation dépendra essentiellement de la réponse que vous allez fournir et cela même si la plupart des lieux sont marqués. Ainsi, en l'absence de signe distinctif ostentatoire et qui répondraient à des catégories signifiantes (port de *hijab*, de *kippa*, d'étoile de David ou de *keffieh* pour citer les plus connus), il est entendu par tous que vous êtes Juif si vous vous trouvez dans un café de Tel Aviv, et que vous êtes Palestinien (ou touriste / militant pro-palestinien) si vous êtes à Ramallah.

En presque quinze ans de terrain en Israël, rares sont les lieux publics où j'ai pu observer une réelle fréquentation mixte juive et palestinienne, y compris à Haïfa pourtant décrite comme le symbole du modèle urbain mixte. Il existe évidemment des espaces de rencontre, il existe des bars « militants », on compte même huit écoles mixtes (Juif/ Palestinien) dans le pays. Huit écoles, de la maternelle au lycée, sur les 4972 écoles du territoire qui accueillent plus de deux millions d'élèves⁹.

La mixité en Israël est un fantasme, la distinction est le canon, l'entre-soi est la norme.

Les catégories de distinction sont partout et quotidiennes, elles composent et fondent la société israélienne contemporaine. Ces mécanismes sont d'autant plus visibles lorsqu'ils sont circonscrits dans un espace géographique réduit, de surcroît lorsqu'il est le lieu de brassage par excellence comme un aéroport international.

Un simple regard, ou un petit signe discret de la main d'un agent, suffit à son collègue en charge de la suite des événements, pour diriger un individu dans la file adéquate, l'interrogatoire a déjà commencé, souvent sans que le touriste le sache. Flots de questions, fouille poussée des bagages, demandes d'explications sur la provenance de tel ou tel objet.

⁸ Qu'on appelle en général « Arabes Israéliens »; ce terme correspond à un glissement sémantique parfaitement politique. Pour ma part, j'utilise le terme - tout aussi politique - de « Palestiniens en Israël » et non « d'Israël », qui correspond à la façon dont beaucoup d'acteurs rencontrés sur le terrain se définissent. « *En utilisant le terme « arabe », on utilise un label qui n'est ni neutre ni innocent. C'est un projet de considérer les Palestiniens comme membres d'une culture, comme une partie de la « société israélienne », qu'une majorité d'israéliens considèrent, sans se poser plus de questions, comme « plurielle ». L'utilisation du terme « arabe » fait le silence sur le lien entre les palestiniens et leur terre d'origine, tant disputée, et dont le nom en arabe est « Falastin » (...) Les citoyens palestiniens d'Israël sont des « arabes » pour les israéliens et des « israéliens » pour leurs comparses du monde arabe » (Dan Rabinowitz, 1997, p. 274).*

⁹ Chiffres du comité éducation de la Knesset, année 2014-2015.

Sur ces huit écoles, cinq appartiennent au réseau « Yad BeYad » (main dans la main): Jérusalem, Kfar Kara, Galilée, Haïfa et Jaffa. On trouve les trois autres dans le (seul) village mixte de Neve Shalom - Wahat al-Salaam, à Beer Sheva et l'école des Frères (Lassaliens) de Jaffa.

La présence d'un *keffieh* palestinien, pourtant en vente libre dans la vieille ville de Jérusalem, d'une affiche pour « la paix », d'un livre en arabe ou d'une bouteille d'huile d'olive, conduit inévitablement à un interrogatoire plus poussé et à une nouvelle fouille, encore plus drastique. Non seulement, pas un recoin d'un sac ou d'une valise ne saurait être oublié mais il faut également fournir des explications sur chaque achat. Je me rappelle, par exemple, d'un plateau de baklawas qui allongea passablement mon temps d'interrogatoire. Les responsables de la fouille, gantés, examinent les bagages pourtant préalablement passés au système de détection d'explosifs et au portique de rayon X et n'hésitent pas à défaire emballages et boîtes pour en contrôler le contenu, y compris celui d'un plateau de baklawas recouvert d'un film plastique transparent. Le *casus belli* est atteint lorsque l'emballage, écrit en arabe, stipule qu'outre le magasin de Jérusalem, il existe une succursale à Beit Hanina. Situé à cinq kilomètres au nord de Jérusalem sur la route de Ramallah, Beit Hanina est surtout tristement célèbre pour être traversé par le mur de séparation israélien. Il est pourtant impossible de prouver que l'achat s'est bien fait à Jérusalem et non à Beit Hanina. Lorsqu'en prévision de la fouille, je demandais une facture au commerçant, il a fallu que je me contente du mot « gâteaux » en arabe et du chiffre correspondant au prix payé sur papier libre sur lequel était apposé le tampon qui ne stipule que l'enseigne du magasin, sans aucune indication géographique. Chacune des seize baklawas qui composaient le plateau que je rapportais à mes parents, a été passée au détecteur d'explosif. Mes parents n'ont jamais goûté ces baklawas.

Aller en Territoires Occupés est source de grande suspicion et place celui qui s'y est rendu (ou qui est suspecté de s'y être rendu) dans un camp, qui du point de vue des agents israéliens, est parfaitement clair. Les Juifs non israéliens qui se rendent en Israël pour des vacances ou les militants sionistes ne se rendent pas dans les Territoires Occupés pour y faire des achats, c'est à peine s'ils se rendent à Jérusalem-Est, pétris de fantasmes et de peurs¹⁰. Il est par contre de notoriété publique que les militants pour la paix et pro-palestiniens y effectuent la quasi intégralité de leurs achats et de leurs séjours, refusant de faire fonctionner l'économie israélienne qu'ils qualifient d'occupation.

Le statut des objets que l'on peut trouver dans la vieille ville de Jérusalem, encore majoritairement arabe et animée par le traditionnel souk oriental, est plus problématique. On y trouve, à quelques exceptions près, les mêmes objets qu'en Territoires Occupés, et une large gamme de l'artisanat palestinien: housses de coussins brodés au point de croix de Ramallah, *keffieh*, objets en bois de Bethleem, objets religieux, savons de Naplouse pour les plus connus. Nul besoin donc de se rendre en Cisjordanie pour se procurer ces objets mais les souvenirs ou cadeaux ramenés par un touriste suffisent bien souvent au personnel en charge de la sécurité de l'aéroport à le catégoriser. Les catégories sont souvent simplistes, et il est vrai qu'elles sont manipulées par un personnel souvent très

¹⁰ La présence juive actuelle (et non pas l'historique) dans les Territoires Occupés est le fait de colons religieux, on peut y trouver des Juifs nés en Israël ou des *olim* (Juifs de diaspora ayant effectués leur *aliyah*, c'est à dire qui ont migré en Israël) animés par un idéal sioniste très marqué, et souvent religieux, défendant l'idée du « Grand Israël » (*Eretz Yisrael*) s'étendant au delà du Jourdain. La minorité de touristes juifs qui se rendent en Territoires Occupés sont donc animés par idéaux similaires.

jeune, mais il arrive qu'un individu ne réponde à aucune d'entre elles. Ou à trop d'entre elles.

Je ne pourrai oublier le regard d'incompréhension de la jeune femme qui en fouillant mon sac, à la fin de mon premier séjour en Israël, en sortit simultanément une *ménorah* et un *keffieh*. Lorsqu'elle me demanda où je m'étais procuré ces objets, je me gardai de lui dire que le *keffieh* m'avait été offert (trop suspicieux) et lui demandai à mon tour si elle connaissait la vieille ville de Jérusalem car ce fût l'explication que je décidai de lui donner. Je savais qu'on pouvait y acheter à la fois des *ménorah* et des *keffiehs*. J'avais même pris en photo ces cohabitations étranges sur les étals du souk. Elle me répondit qu'elle ne s'y rendait jamais car il n'y avait, selon elle, rien à y faire. Je rétorquai que les différents accès au Mur des Lamentations (*Kotel*) s'y trouvaient, elle ne se démonta pas et m'indiqua qu'elle n'était pas religieuse. Elle n'avait donc aucune idée des achats qu'on pouvait y effectuer. Pas convaincue par mes explications et décida d'en référer à son supérieur.

Lui, par contre, connaissait parfaitement la vieille ville de Jérusalem mais chercha à comprendre pourquoi je ramenaient en France deux marqueurs symboliques antagoniques si forts. L'interrogatoire qui suivit s'avéra, encore une fois, très instructif et me permit de saisir à quel point mon identité multiple allait être à la fois problématique à gérer, à l'image de cette *ménorah* et de ce *keffieh* dans mon sac, mais surtout un passeport inestimable pour naviguer à travers les catégories.

Lorsque je retournai, les années suivantes, sur le terrain, je fis en sorte de ne jamais plus transporter d'objets culturellement trop marqués et de me faire envoyer les documents et achats que je savais, devinais ou m'imaginai comme sensibles. Je vidais le contenu de mon dictaphone, le transformais en fichiers son que je m'envoyais par email sur une adresse que je créais pour l'occasion et qui ne contenait ni mon nom ni mon prénom. Je photocopiais mes carnets de notes que j'envoyais en double à des adresses différentes de la mienne, avec au dos les coordonnées d'une amie israélienne avocate. Je faisais de même pour tous les documents que je récoltais, les brochures en arabe, en hébreu, y compris les plus anodines car je finissais par croire que tout pouvait être source de suspicion. Je souhaitais, surtout, qu'aucune partie de mes recherches ne puisse être utilisée contre la population sur et avec laquelle je travaillais.

Je devenais, surtout, très paranoïaque. Il est vrai que l'État israélien m'y a particulièrement aidé. La sécurité israélienne a, à chaque fois, exigé de parcourir le contenu de mon ordinateur portable et de mon appareil photo. J'effaçais les photographies prises dans les villages, en particulier les portraits des habitants, ou celles de diverses commémorations, pour ne garder que des clichés touristiques. Ce fût en particulier le cas lors de mon quatrième terrain en mai-juin 2008 que j'avais essentiellement consacré aux pratiques commémoratives tcherkesses des soixantièmes anniversaires de la création de l'État d'Israël (*Yom Haatsma'ut*) et de la *Nakba* (« la catastrophe » qui désigne l'exil forcé de près de 750 000 Palestiniens expulsés ou ayant fui en 1948).

Les ordinateurs « suspicieux » sont, dans un premier temps, passés dans des scanners au rayon X qui révèlent une photographie générale de son contenu, ainsi que l'arborescence des fichiers. Pour les propriétaires d'ordinateurs suspicieux les plus suspects, un second parcours, cette fois manuel, est effectué par plusieurs agents qui

transportent l'ordinateur dans une salle à l'écart, en analysent le contenu et, le cas échéant, font une copie des documents qui les intéressent. Là, encore, je prenais garde de ne laisser que peu d'éléments, je renommais les dossiers sensibles ou en effaçais le contenu que je me faisais parvenir par adresse internet sécurisée notamment ceux concernant la politique israélienne, le travail de *lobbying*, les rapports des associations palestiniennes ou la militance, et d'une façon générale, tout ce qui avait trait à la pratique de l'islam en Israël et plus en particulier sur l'islam politique. Mon outil principal de travail était passé au crible et ces techniques interrogent le chercheur sur le danger de la diffusion de ses recherches contre le groupe qu'il étudie.

Il est peu probable que la sécurité israélienne ait eu besoin de me lire ou de m'interroger pour obtenir des renseignements sur la communauté tcherkesse du pays, l'utilisation d'un simple moteur de recherche sur Internet permettant, de toute façon, de trouver pléthore de renseignements, d'articles et de conférences en ligne. Elle était, par contre, très intéressée par le point de vue d'une fille de Syrien sur un sujet touchant Israël et sa gestion des minorités, d'autant plus lorsque ses recherches s'exercent dans un cadre académique et scientifique. Faire de l'anthropologie en Israël pour le compte d'une institution étrangère est loin de faciliter l'accès au territoire car il faut, sans cesse, justifier choix de recherche, de terrain, d'interlocuteurs et de méthodes. Si la position de touriste est parfois délicate à légitimer, celle de chercheur est toujours considérée comme suspecte car ce dernier cherche, nécessairement, pour la sécurité intérieure d'un pays en guerre, à analyser, juger et mettre à mal un système ou une politique menée. Celle d'une anthropologue de père né en Syrie alimentait la paranoïa ambiante.

Ces interrogatoires me contraignirent cependant à effectuer un véritable travail d'introspection. Que venais-je chercher en Israël ? Qu'avais-je envie d'y trouver ? Pourquoi ce pays exerçait-il sur moi une telle fascination ? Devais-je, pour marquer mes opinions faire comme si l'autre côté n'existait pas ? De quel côté étais-je vraiment ? Et d'ailleurs, étais-je obligée de jouer le jeu du manichéisme ou pouvais-je construire mes propres catégories ?

Ces questions auxquelles j'aurais, de toute façon, du répondre à un moment ou à un autre, m'étaient posées d'entrée de jeu. Pour être capable de formuler des réponses claires à la sécurité israélienne, je devais d'abord me répondre à moi-même. Ces interrogatoires m'ont forcé à interroger ma démarche et à répondre à la plus élémentaire des questions : *que fais-je là ?* Ce questionnement réflexif a beaucoup influencé puis nourri mon travail d'anthropologue.

Cette vision exclusivement conflictuelle de cette aire culturelle, qui somme implicitement quiconque de définir « dans quel camp il est » ou « pour qui il travaille », a des répercussions directes sur la difficulté à produire un discours scientifique sur l'espace israélo-palestinien, sans être constamment pris à partie et sommé de s'expliquer. La catégorisation qui s'opère dès ses premiers pas en Israël, va suivre au quotidien le chercheur travaillant sur cette zone, tant sur son terrain que dans la présentation de ses recherches en public. Ainsi, lors d'un colloque à Tanger sur les problématiques frontalières

auquel je participais, et alors que l'essentiel des communications portaient sur des contextes – par essence – conflictuels, seul le panel consacré à Israël/Palestine souleva la polémique. Quand bien même les intervenants présentaient leurs travaux sur les militants israéliens contre l'occupation, l'économie transfrontalière, le passage de *checkpoints*, les déplacements mentaux de la frontière ou le mur de séparation comme générateur de violence et d'insécurité, tous furent sommés de prendre position sur le « conflit » alors que leurs interventions ne laissaient pas grand doute sur le constat accablant des politiques d'exclusion. Les réactions de la salle furent aussi passionnées et vindicatives qu'elles avaient été teintées d'indifférence lorsque les interventions avaient trait aux situations, pourtant complexes, irlandaise ou coréenne.

Lorsque quelques années plus tard, en 2010, j'organisais un colloque intitulé « Les jeunes chercheurs étrangers de l'EHESS s'emparent du 'grand débat' sur l'identité nationale », je fis le même constat. Alors que dans les débats publics, l'étranger était apparu comme objet et non comme un sujet, et qu'il avait surtout fonctionné autour de la distinction entre « eux » et « nous », pensés comme des catégories figées et en opposition, les contributions de ce colloque avaient pour objectif, à l'inverse, d'apporter un éclairage différent sur cette problématique souvent présentée comme « franco- française » en prenant pour objet non pas l'identité nationale mais la (les) politique(s) d'identité nationale des pays d'origine des étudiants. Un intervenant israélien, qui par ailleurs est un militant très critique de la politique de son pays, y fit une communication intitulée « *La nationalité israélienne et la critique républicaine* ». Il y expliquait, avec soin et en français, ce qui n'était pas une mince affaire, la complexité de ce cadre politique particulier qui se définit ethniquement et qui confond *citoyenneté* et *nationalité*. Alors que sa contribution enrichissait la réflexion comparatiste initiée par cette journée, la première question que lui posa un auditeur du public fût la suivante: « *En tant qu'Israélien, quelle est votre position sur l'assaut meurtrier de votre pays contre la Flotille de Gaza?* »¹¹.

¹¹ Référence à l'abordage de « la flottille de la liberté » pour Gaza qui tentait de briser le blocus de Gaza qui s'est soldée, le 31 mai 2010, par neuf morts et vingt-huit blessés parmi les militants.